



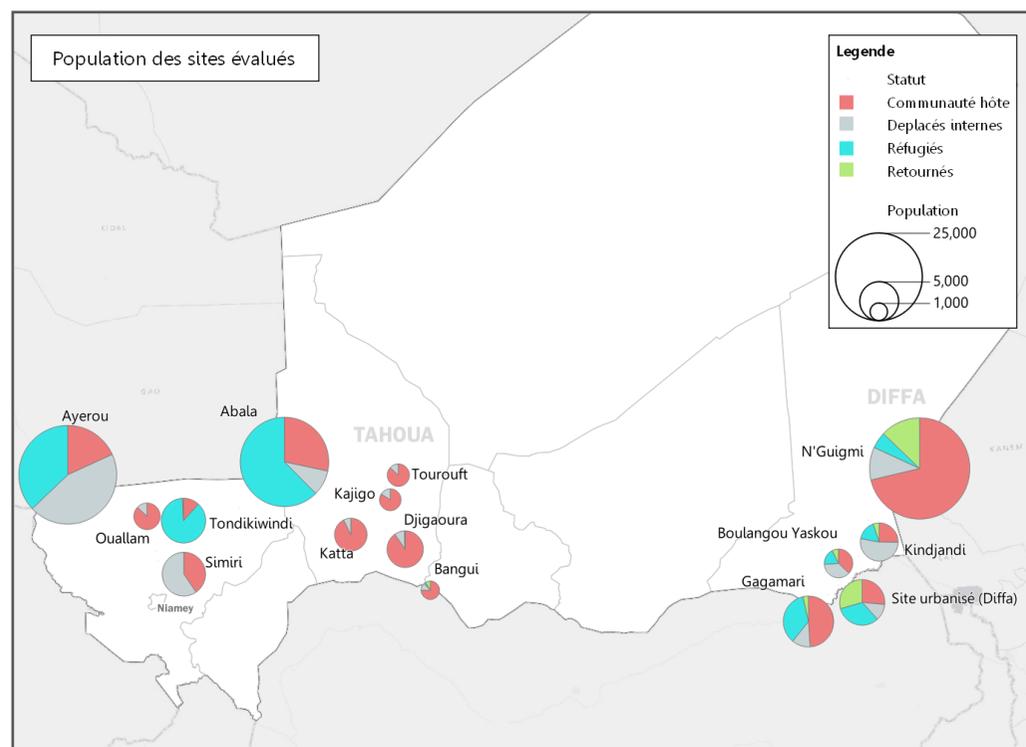
### Contexte

Le Niger est confronté à une série de crises humanitaires qui ont affecté depuis 2015 les zones frontalières avec le Nigeria, notamment la région de Diffa, et depuis 2018 les zones limitrophes du Mali, principalement les régions de Tillabéri et de Tahoua. Ces différentes crises ont occasionné de forts mouvements de populations : ainsi dans le pays on dénombrait 313 000 personnes déplacées en septembre 2021 ([OCHA 2021](#)).

La dégradation de la situation sécuritaire vient exacerber les défis structurels auxquelles fait face le pays, le Niger est classé à la 189 et dernière place dans l'indice de développement humain (IDH) ([PNUD, 2020](#)), et 40% de sa population vit sous le seuil de la pauvreté ([Banque Mondiale, 2018](#)).

Ces défis structurels expliquent largement le faible taux d'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Globalement, le taux de pénétration du mobile au Niger est très restreint. En 2018, 79% des ménages avait accès à un téléphone mobile et seulement 6% avait accès à internet ([Institut National de la Statistique, 2018](#)). Ces taux globaux cachent cependant d'importantes disparités entre les zones urbaines et rurales, où la pénétration des TIC est d'autant plus faible.

En dépit des enquêtes nationales, très peu de données sont disponibles sur l'accès et l'utilisation des TIC spécifiquement dans les zones affectées par les conflits à Diffa, Tillabéri et Tahoua, et ceci constitue un obstacle à la planification de la réponse humanitaire. Pour combler cette lacune, le Cluster des télécommunications d'urgence (ETC) et le Programme alimentaire mondial (PAM), avec l'appui technique de REACH et grâce à un financement du Gouvernement du Luxembourg, a réalisé une évaluation afin 1) de comprendre les besoins et les habitudes d'utilisation des communautés en ce qui concerne les TIC ; 2) d'identifier les lacunes dans les connaissances des membres des communautés en matière de connectivité des services de téléphonie ; 3) de saisir les défis auxquels font face les communautés dans l'accès aux services liés aux TIC ; 4) de définir les besoins de formation en matière de TIC en faveur des communautés.

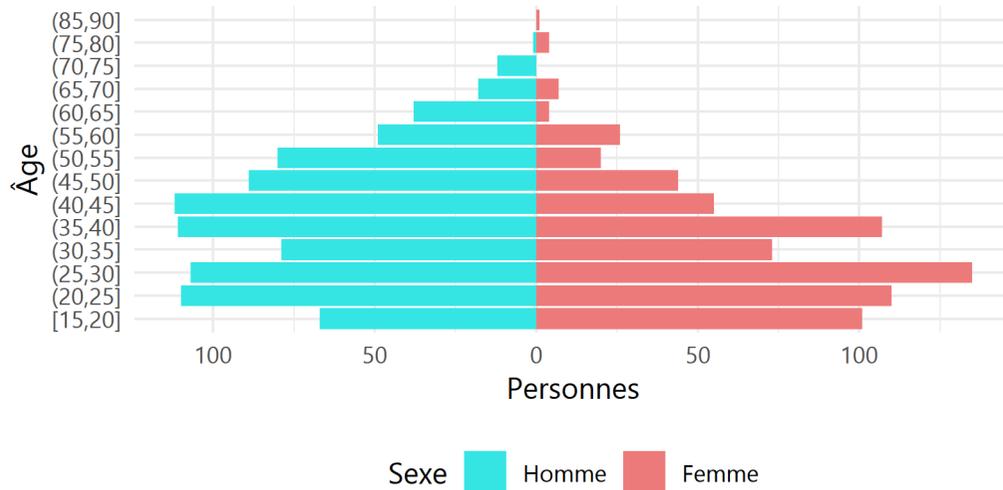


## Methodologie

L'évaluation a été réalisée dans un premier temps à Diffa du 26 juin au 12 juillet 2021, et, dans un second temps, dans les régions de Tillabéri et Tahoua du 30 août au 3 septembre 2021. Au total 15 sites (5 par région) ont été ciblés par cette évaluations, notamment Awaridi, Boulangou Yaskou, Gagamari, Nguigmi, et Kindjandi (dans la région de Diffa) ; Abala, Simiri, Ouallam, Ayerou et Tondikiwndi (dans la région de Tillabéri) ; Kajigo, Tourouft, Katta, Bangui Peul et Djigaoura (dans la région de Tahoua)<sup>1</sup>. L'évaluation repose sur une méthodologie mixte. Le volet quantitatif, basé sur un échantillonnage aléatoire simple, a ciblé 1560 personnes parmi les population hôtes, les PDI et les réfugiés vivant dans ces sites, avec un questionnaire administré au niveau de l'individu.

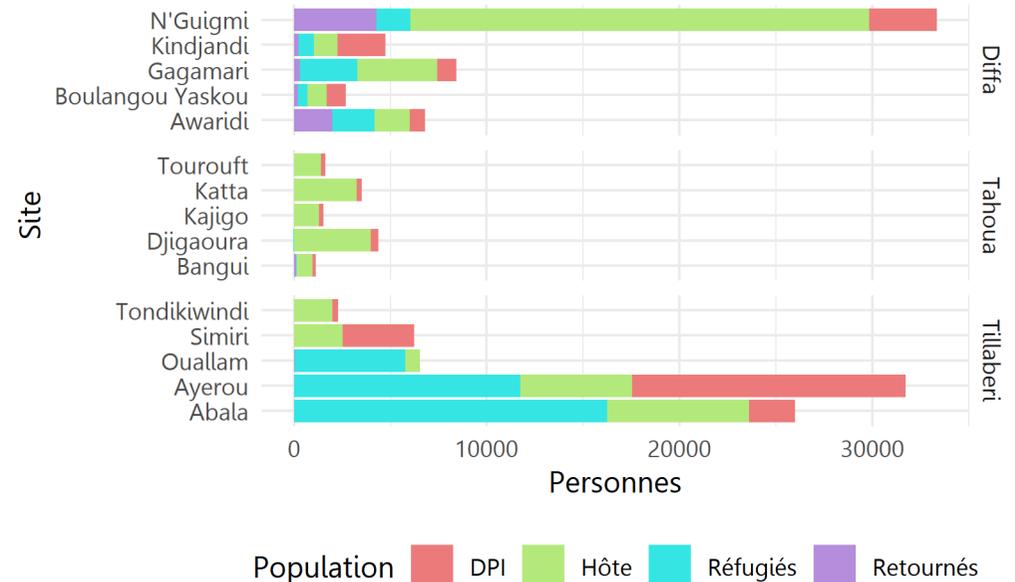
L'échantillonnage a été calibré de manière à obtenir une marge d'erreur de plus ou moins 10% et un niveau de confiance de 95% dans chaque site. De plus, le volet quantitatif a ciblé 69 informateurs clés parmi les commerçants de téléphones et accessoires, de fournisseurs d'accès aux services internet et de marchands de produits/matériels d'énergie, sélectionnés à travers un échantillonnage dirigé, et qui répondaient de la situation dans leur communauté. Le volet qualitatif a comporté 71 groupes de discussion réalisés avec les communautés et 44 entretiens individuels avec des marchands. La note méthodologique complète est disponible [ici](#), et les données collectées [ici](#).

### Population par âge et sexe



Dans la catégorie [15-20], il n'y a que des personnes de plus de 18 ans.

### Population par statut



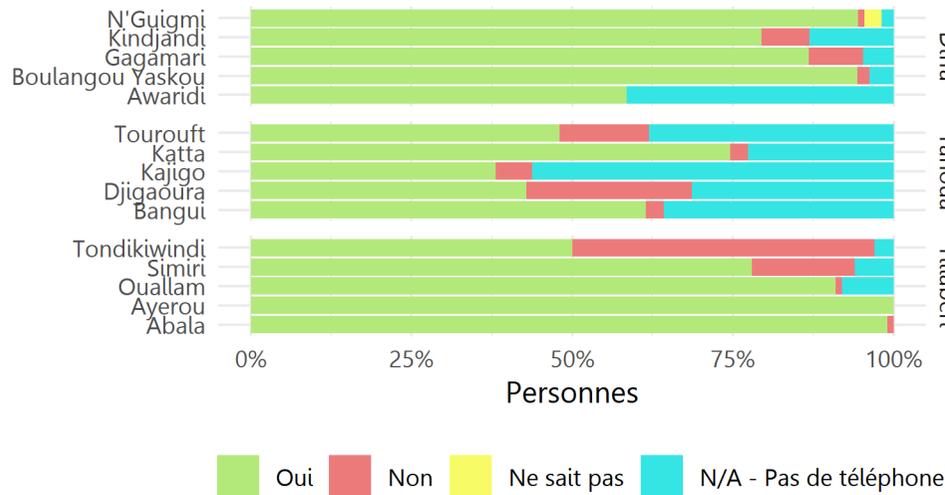
<sup>1</sup> Les sites de Kajigo, Tourouft, Djigaoura, Simiri, Tondikiwndi et Katta n'existent plus à ce jour, puisqu'il s'agissaient de sites temporaires.

## Résultats clefs

### Une couverture correcte, grâce au réseau Airtel

L'évaluation a permis de mesurer la couverture de réseau des 4 quatre opérateurs téléphoniques du Niger (Airtel, Moov, Sahelcom et Zamani). Dans 12 sites sur 15 la couverture du réseau est suffisante, et permet, par exemple, d'ouvrir une vidéo avec au moins un de ces quatre opérateurs. Alors que certains opérateurs ont un meilleur réseau, d'autres n'ont pas de réseau du tout dans jusqu'à 10 des 15 sites. Ceci dit, au moins trois sites présentent de sérieuses lacunes de réseau. A Tondikiwindi le réseau ne permet pas d'ouvrir une vidéo YouTube, alors qu'à Kindjandi et Boulangou Yaskou il est tout juste possible de passer un appel par WhatsApp, même si la voix n'est souvent pas claire, et ceci quel que soit l'opérateur que l'on utilise.

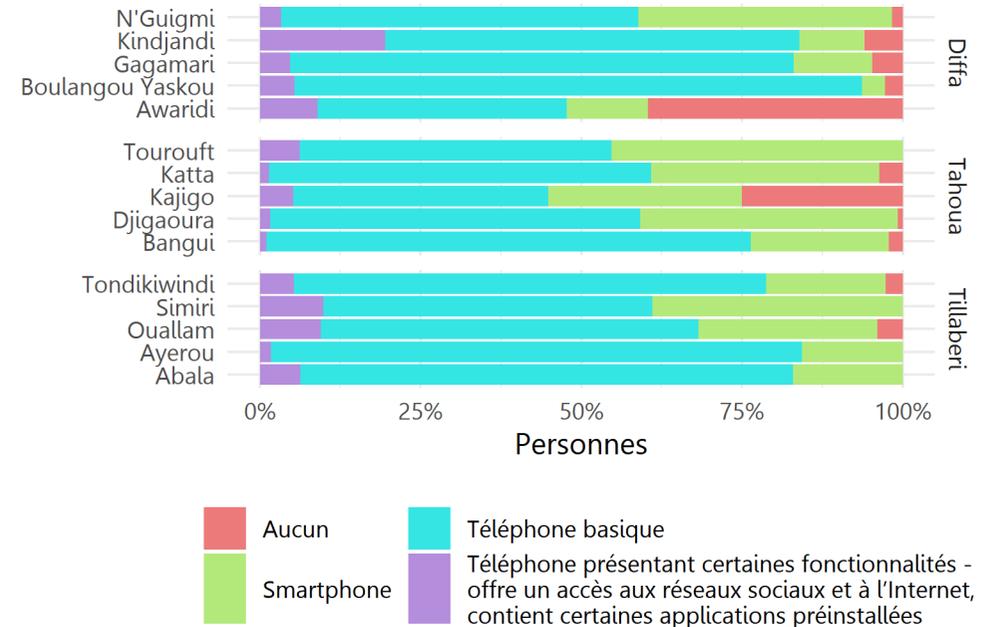
### Couverture réseau mobile à la maison



### Téléphone oui, smartphone non

L'utilisation du téléphone mobile est très ancrée dans les habitudes des communautés quel que soit le groupe de population. Dans majorité des sites presque toutes les personnes interviewées ont déclaré avoir accès au moins à un téléphone basique, soit parce qu'ils en sont les propriétaires, soit parce qu'ils peuvent utiliser un appareil appartenant à un membre du ménage ou de leur voisinage. Cependant, ceci cache une forte disparité géographique. Si dans les sites de Tourouft, Simiri, Ayerou, and Abala tout le monde a accès à un tel téléphone, à Kajigo et dans Awaridi, 40% et 25% des interviewés ont déclaré ne pas avoir accès à un téléphone, même pas à un modèle basique.

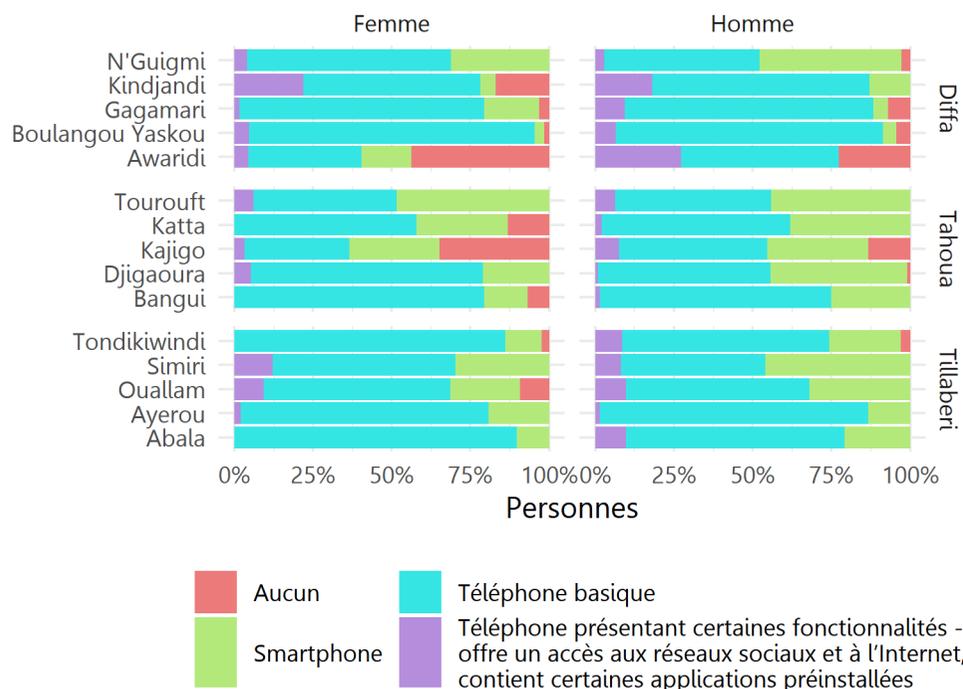
### Personnes ayant un téléphone



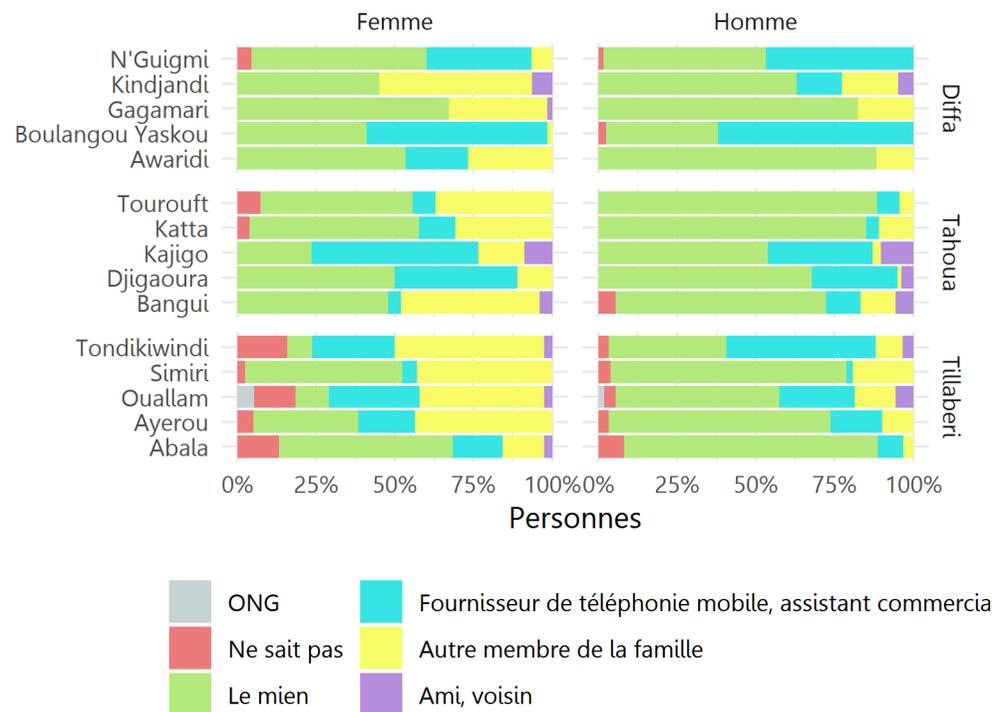
Par contre, l'accès à un Smartphone, ou du moins à un téléphone présentant certaines fonctionnalités, telles que réseaux sociaux et internet, reste dans l'ensemble plus limité. Si dans certains sites la moitié de la interviewés déclare avoir accès à un tel téléphone, comme par exemple à Tourouft (52%) et à Simiri (49%), ce pourcentage atteint des valeurs aussi bas que 9% dans certains sites, tels que, par exemple, Boulangou Yaskou. L'utilisation du téléphone basique reste donc la pratique la plus courante et l'utilisation des différents services TIC liés à internet est encore très limitée.

Globalement les hommes déclarent avoir un taux d'accès au téléphone meilleure que les femmes, même si la différence n'est pas frappante. Le simple taux d'accès, par contre, masque une réalité bien plus complexe. Les hommes gardent le contrôle sur les TIC au sein du ménage, le numéro de téléphone étant bien plus souvent enregistré au nom de la personne interviewée si elle est de sexe masculin, que du sexe féminin. A Tondikiwindi, où la situation est la plus extrême, seulement 8% des femmes déclarent que le numéro de téléphone est bien enregistré à leur nom, contre 37% des hommes.

### Personnes ayant un téléphone par sexe



### À quel nom est enregistré votre numéro de téléphone principal



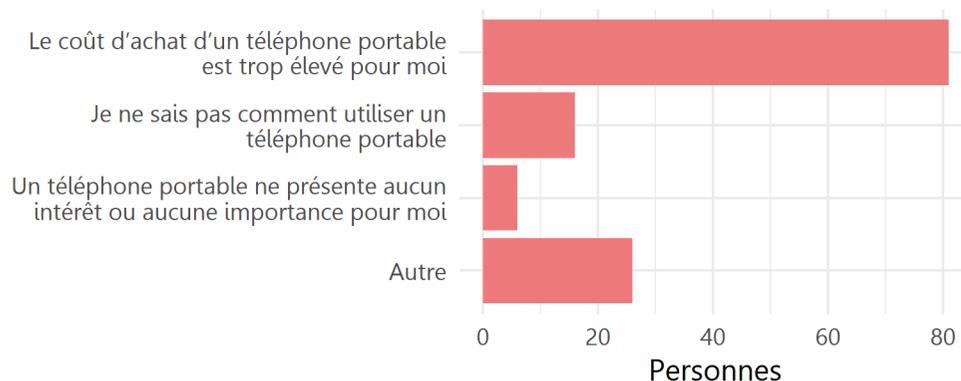
### Les télécommunications, un service inabordable

De loin, la raison principale pour laquelle les gens ne possèdent pas un téléphone et n'utilisent pas l'internet mobile est d'ordre financier, quel que soit le groupe de population et le site. Ainsi, 81 sur les 107 interviewés qui n'ont pas de téléphone portable déclarent que le coût d'achat de l'appareil est trop élevé<sup>1</sup>. Dans le cas de l'accès à internet mobile, la barrière économique est aussi très prononcée. Sur 1,014 répondants qui en ont pas accès, 453 déclarent que le coût d'un téléphone permettant d'accéder à internet est trop élevé<sup>2</sup>. Les autres coûts associés à l'utilisation du téléphone, tel que l'achat du crédit, même si à la marge, contribuent également à rendre les télécommunications un service inabordable pour une grande partie de la population. A cet égard, il émerge également des groupes de discussion qu'une réduction des coûts d'appel et connexion internet serait la modalité de soutien la plus souhaitée pour résoudre les difficultés d'accès au TIC.

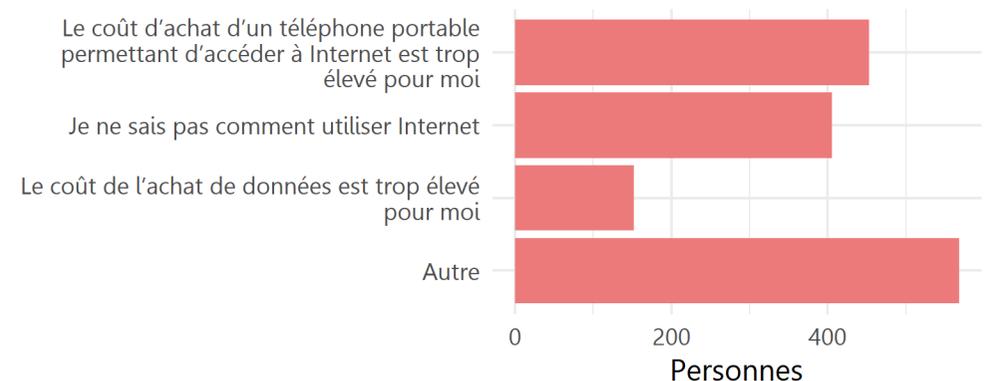
### Les autres barrières (négligeables)

D'autres facteurs, tels que la faible culture numérique, joue également un rôle. Ce rôle est marginale pour ce qui concerne l'utilisation du téléphone portable. Seulement 16 personnes sur les 107 interviewés qui n'ont pas de téléphone portable déclarent ne pas en avoir car ils ne savent pas se servir d'un tel appareil<sup>3</sup>. La situation cependant apparait différent dans le cas de l'utilisation de l'internet, ou le faible niveau de compétences en TIC semble jouer un rôle plus important. Sur les 1,014 répondants n'ayant pas accès à internet mobile, 405 mentionnent comme l'une des raisons de ne pas savoir utiliser internet<sup>4</sup>. Il est probable, cependant, que ces faibles compétences soient la conséquence de l'accès limité aux services TIC, et non pas l'inverse. Les autres raisons, telles que le manque de couverture du réseau téléphonique, la protection des données personnelles, le manque d'intérêt à se servir de services de TIC, etc. semblent concerner qu'une minorité négligeable de la population.

### Les trois raisons principales qui empêchent de posséder un téléphone portable



### Les trois raisons principales qui empêchent d'utiliser l'internet mobile

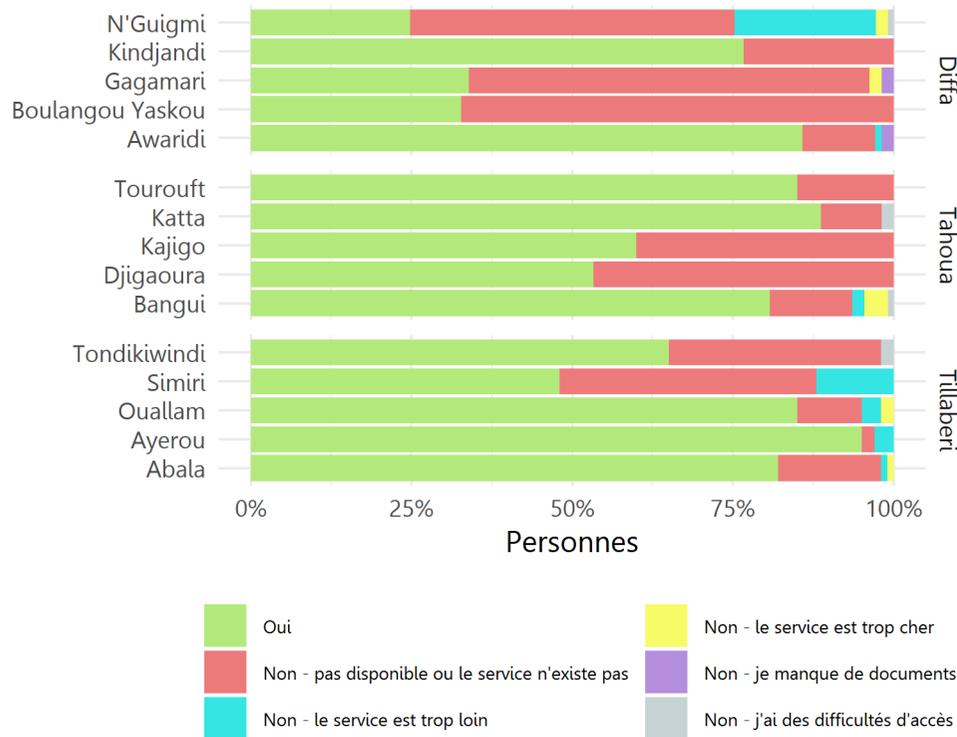


1, 2, 3, 4 La question étant à choix multiple, les interviewés pouvaient donner plusieurs raisons.

Bien que la moitié des personnes ayant un téléphone déclarent ne pas pouvoir recharger les batteries à la maison, ceci n'est pas perçu comme étant un problème insurmontable. Les bornes de charges (solaire ou via groupes électrogène) apparaissent comme une alternative valable. Le service de charge est payant et varie de 50 à 200 FCFA selon les localités. Cependant la disponibilité de ce service est courante seulement au niveau des sites urbanisés, et nombre de sites en sont dépourvus. Ceci est le cas à N'Guigmi, Gagamari, Boulangou Yaskou, Djigaoura et Simiri, où les interviewés ont déclaré faire des kilomètres pour avoir accès à des bornes de charge.

Dans un contexte où l'achat d'un téléphone est financièrement inabordable, l'accès aux TIC pourrait passer par la fréquentation d'espaces publics offrant ce genre de services. Dans presque la totalité des sites, cependant, personne n'utilise des infrastructures telles que les cyber-café, des cabines téléphoniques, ou des services de location de portables, car soit elles n'existent pas, soit elles sont trop loin.

### Utilisation des bornes de chargement commerciales privées



### Utilisation des cybercafés pour accéder à internet (...), etc

